

Madame la Haut-Commissaire,

Monsieur Lemke,

Mon cher ami Tokyo,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Etats Membres,

Mesdames et Messieurs,

La Déclaration de Durban a douze ans.

12 ans c'est l'âge de millions de jeunes footballeurs de par le monde qui voudraient pouvoir taper joyeusement dans un ballon, s'amuser en toute insouciance, prendre tout simplement du plaisir en assouvissant leur passion pour ce sport, en toute innocence.

Dans leur jardin.

Leur cour d'école.

Dans la rue.

Ou pour les plus chanceux d'entre eux, sur les terrains du club de leur village.

12 ans c'est l'âge de millions de jeunes footballeurs de par le monde qui aimeraient pouvoir jouer au football sans avoir à souffrir le mépris, les quolibets ou même la violence à cause de la couleur de leur peau ou leur origine.

Eradiquer la discrimination raciale, c'est un programme ambitieux, surtout dans un monde globalisé et instable qui jettent des millions d'individus sur les routes de l'émigration.

Et bien pourtant, dans le football et au quotidien, nous allons bien au-delà du seul combat contre le racisme : nous combattons la discrimination sous toutes ses formes.

Je ne vous apprendrai pas que les sociétés dans lesquelles nous vivons sont de plus en plus complexes et diverses.

L'être humain y est souvent soumis à de multiples pressions, à des harcèlements physiques ou moraux souvent quotidiens. Ces pressions sont liées à son aspect physique, à ses idées, à ses croyances, à son genre ou ses préférences sexuelles.

Ces discriminations, ces harcèlements sont souvent présents si on est à la recherche d'un poste de travail ou bien elles se manifestent sur le lieu de travail.

C'est effectivement dans ce contexte que le football est confronté à ce fléau et à ces problématiques.

Je l'ai souvent dit, le football, le sport le plus populaire dans le monde, reflète la société dans laquelle il prospère, il reflète ses valeurs, mais aussi, malheureusement, ses préjugés, ses craintes et ses méfiances.

Le football alimente les passions de millions de jeunes, il occupe leurs rêves et souvent incarne leurs espoirs.

Le football professionnel de haut niveau est omniprésent dans les médias : les joueurs les plus en vue sont les idoles de la jeunesse du 21^{ème} siècle, ce sont des symboles forts de réussite sociale pour les plus défavorisés.

Le football, dans certains pays, se trouve être le dernier ascenseur social qui n'est pas encore en panne. Le dernier moyen de gravir les échelons, d'exister dans la société et de faire vivre sa famille.

Cette extraordinaire popularité engendre aussi, bien sûr, des responsabilités.

Le football se doit, du fait même de cette popularité, de véhiculer des valeurs qui soient capables de contribuer à rendre la société plus tolérante de la diversité.

En même temps, ceux qui gouvernent notre sport se doivent de protéger les joueurs, sur ce qui est leur lieu de travail, de toute forme de discrimination. Et ceci, simplement parce qu'ils ou elles ont le droit au respect.

RESPECT, c'est du reste le nom d'une campagne que j'ai lancé il y a cinq ans pour « tacler », puisqu'on est dans le football, les maux qui souvent affligent notre sport.

Parmi ceux-ci, au cœur de nos préoccupations, il y a la discrimination.

La discrimination raciale est un fléau qui ravage les sociétés humaines depuis l'aube des temps et qui a provoqué les plus grandes tragédies qu'a connu l'humanité.

Le monde post-moderne y a ajouté d'autres formes de discriminations qui elles, bien qu'aussi vieilles que le monde, sont heureusement devenues intolérables dans une société où le respect de la diversité, de l'égalité devant la loi et de la liberté individuelle ont spectaculairement progressé au cours des dernières décennies.

Le football ne tolère aujourd'hui aucune discrimination, qu'elle soit raciale, culturelle, religieuse, sexiste ou homophobe et ceci sans hiérarchie du mal.

Depuis plus d'une décennie, le football européen a été confronté à des comportements racistes, xénophobes et extrémistes en tous genres.

Ces comportements sont dans la grande majorité des cas le fait de petits groupes organisés qui ont choisi d'exprimer leur haine du prochain dans un stade de football pour profiter de la popularité et de la couverture médiatique dont jouit notre sport.

Dès la fin des années 90, nous avons choisi de combattre ce phénomène haineux en nous appuyant sur la société civile et en mélangeant une démarche éducative avec les mesures répressives appropriées.

La démarche éducative a consisté dans un premier temps à créer des partenariats avec des organisations non-gouvernementales ayant des objectifs assimilables aux nôtres et à développer des campagnes d'éducation ancrées dans nos événements et leur couverture médiatique.

J'aurai l'occasion à la fin de ma présentation de vous montrer un petit échantillon de spots télévisés sur le sujet. Aussi bien ceux de l'UEFA que celui, très récent, de la Fédération néerlandaise de football.

Ces spots, nous imposons à nos partenaires télévisuels de les diffuser avant et à la mi-temps des matches que nous organisons. Nous en avons fait une obligation contractuelle aussi si souvent que possible afin de toucher le plus grand nombre.

Cela se chiffre à plusieurs centaines de millions de personnes à travers le monde un soir de finale de Champions League.

L'éducation et l'information sont indispensables, mais nous avons su aussi, quand il le fallait, sanctionner les transgressions.

A ce sujet, un document écrit est à votre disposition ici même qui illustre nos procédures disciplinaires.

Sous ma présidence, nous avons ainsi pris des mesures concrètes et modifié notre arsenal juridique afin d'appliquer une politique de « tolérance zéro » contre toute forme de discrimination.

En 2009, nous avons par exemple autorisé les arbitres à interrompre, suspendre et même arrêter définitivement un match en cas de comportement ou manifestation raciste dans le stade. Ils n'ont pas seulement le droit de le faire, mais bien le devoir de prendre cette responsabilité.

Cette année, nous avons durci l'échelle des sanctions : tout joueur ou officiel coupable de propos raciste ou discriminatoire encourt désormais 10 matches de suspension. En Coupe d'Europe, cela équivaut à une ou deux années de suspension ferme en fonction du parcours du club en question.

Qui plus est, en cas d'incident raciste dans une tribune, cette tribune est fermée pour le match suivant et en cas de récidive c'est le stade dans son ensemble qui est fermé pour une ou plusieurs rencontres.

Ainsi, depuis le début de la saison et la mise en place de cette politique répressive, pas moins de six clubs ont dû jouer des rencontres avec tout ou partie de leur stade interdit aux spectateurs, avec les conséquences que cela comporte en termes d'image et de manque à gagner pour ces clubs.

Que cela signifie-t-il ? Qu'il y a un vrai problème de racisme dans certaines régions d'Europe, c'est sûr.

Mais aussi que l'UEFA agit et sévit pour éradiquer ce mal.

Nous ne faisons pas que de beaux discours. Nous prenons nos responsabilités.

Nous sanctionnons aussi financièrement lourdement ces clubs et l'intégralité des sommes récoltées sont reversées à nos partenaires de responsabilité sociale, comme FARE ou le bureau des sports des Nations Unies par exemple.

Ces sanctions ne s'appliquent pas qu'aux cas de racisme.

A l'UEFA, nous pouvons nous targuer d'avoir été la première fédération sportive à avoir sanctionné un comportement et des déclarations homophobes et ce, il y a neuf ans déjà !

Je ne vous étonnerai pas si je vous confesse que notre attitude, que je qualifierai fièrement d'intransigeante, n'est pas toujours des plus populaires au sein de la famille du football, mais comme le signifie le dicton : « Qui aime bien, châtie bien. »

L'UEFA ne combat pas les discriminations afin de hausser sa cote de popularité, elle le fait parce que c'est juste !

PAUSE

Je dois reconnaître que si au début nous avons eu à faire face à beaucoup d'incrédulité, de scepticisme et de méfiance, dans de nombreux pays les autorités sportives nationales ont su prendre le relais de nos initiatives et même, dans certains cas, les devancer et les approfondir.

On peut dire aujourd'hui que le message de fermeté est passé et qu'il a été compris.

Le football n'est pourtant que la pointe de l'iceberg dans des sociétés où, crise oblige, le processus d'intégration sociale est malheureusement en panne.

Mais c'est justement parce que le football est souvent plus ouvert à la diversité que le reste de la société qu'il permet des avancées qui seraient plus difficiles dans d'autres champs sociaux.

Et c'est parce que le football est le plus beau jeu du monde et qu'il est aussi populaire que nous pouvons légitimement espérer que l'exemple qu'il se doit de donner aura des retombées positives sur toute la société.

Madame la Haut-Commissaire, je ne suis pas venu ici pour m'excuser ou pour excuser le football mais pour présenter le point de vue d'un sport qui a eu le courage de prendre le taureau par les cornes et de faire face au défi que représentait la montée des comportements discriminatoires.

Je suis particulièrement honoré et satisfait de me trouver devant un auguste parterre de représentants des Etats car sans l'appui législatif, judiciaire et politique des autorités étatiques nos efforts seront vains.

Je dois aussi me féliciter qu'au niveau de l'Union Européenne et du Conseil de l'Europe, notre message a été entendu et les mesures que nous avons prises appréciées.

Le message sportif est un message universel qui s'adresse et qui touche particulièrement ceux qui seront les citoyens de demain.

Faisons tout pour que son contenu soit porteur de justice, de sérénité et d'espoir.

Merci.